

# ENGLISH SECTION

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans  
Daily Edition.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., Limited  
PUBLISHER.

Col. HUGUES J. DE LA VERGNE  
PRESIDENT AND EDITOR.

H. BEGUE, JR.  
MANAGER.

Phone Main 3487.

Office, 520 Conti St., between Decatur and Chartres.

Entered as second-class mail matter, at the Post-office of New Orleans, La., under Act of March 3, 1873.

SUBSCRIPTION RATES.

Daily Edition.

In the United States—  
One year ..... \$7.50  
Six months ..... 3.75  
Three months ..... 1.95  
One month ..... .75  
One week ..... .15

For Foreign Countries—  
One year ..... \$12.15  
Six months ..... 6.10  
Three months ..... 3.05  
One month ..... 1.05

Weekly Edition.

In the United States—  
One year ..... \$3.00  
Six months ..... 1.50  
Three months ..... .75

For Foreign Countries—  
One year ..... \$1.00  
Six months ..... 2.05  
Three months ..... 1.05

Sunday Edition.

In the United States—  
One year ..... \$2.00  
Six months ..... 1.00  
For Foreign Countries—  
One year ..... \$3.00  
Six months ..... 1.50

Subscriptions are invariably payable in advance.

## NOTICE TO OUR SUBSCRIBERS AND READERS.

The management of the Abeille finds itself again compelled to deny, most emphatically, the false rumors spread by certain malicious persons, leading to the supposition that the Abeille will cease publication after August 1.

It is the desire of the management to warn the public against such unfounded rumors, and to stress the fact to all subscribers and readers and to the public in general that the Abeille will continue to appear as in the past, with its daily, weekly and Sunday editions.

Furthermore, numerous improvements are being made and will be made so as to place this paper on a high plane of journalistic efficiency.

## THE MANAGEMENT.

tenschlaeger, \$800, lot Rampart, Washington, Sixth and Dryades — Weil.

Widow Geo. W. Moore to E. L. Reame, \$2800, portion, Soniat, Baronne, Duplessis and Dryades — Henriques.

Maurice Feitel to Robert M. Ramos, \$600, 6 lots, Constance, Poycarre, Tchoupitoulas and Howard avenue — Feilman.

Frederick A. Thomas to Jos. Lautenschlaeger, \$500, portion St. Thomas, Rousseau, Philip and Jackson — Weil.

Adolph H. Hanemann to Edward P. Cousin, \$5000, lot Jena, Howard S. Liberty and Cadiz — Benedict.

Alfred E. Hanemann to same, \$5000, portion, Grand Route St. John, Crete and Encampment — Benedict.

## COMMERCIAL.

### Spot Cotton.

Middling.

New Orleans	13.09
Gatson	13.50
Little Rock	13.00
Mobile	13.00
Montgomery	12.69
Memphis	13.12

### FINANCIAL.

#### Bonds.

BAL. Asked.

American Cities 5-6s	98	98
Birmingham Ry. gen. ref. 1928	100	100
Meridian 5s	102	96
N. O. City R. R. gen. mtr.	103	100
N. O. Ry. and L. Co. 1928	82	82
State and City —	98	98
City 4s	98	98
Premium Bonds	300	300
Public Improvement, 1950	1014	1035
Public Improvement, new	1012	1035

### HAPPENINGS 69 YEARS AGO.

#### By Count de G.

##### A New Invention.

It appears that a gentleman of the city of Troy has invented an article he calls the skirt expander, for which he is about to procure a patent. The invention says that it will entirely do away with the cotton bustle. It is said to be principally made of India rubber, air tight, and is capable of being inflated or reduced at any time.

If a lady should be walking and wish to appear larger or smaller, the skirt is so constructed that she may enlarge or diminish her apparent size at pleasure; and yet a person may be walking with and not discover how, or by what means her apparent size is diminished or increased. The inventor also says that the appearance of a lady, with one of these skirts, is much improved — the dress setting much better and easier; and that it will save the labor of carrying about the streets quite a small bag of cotton, and from eight to twelve inches of skirts.

Some idea of the amount of business transacted by the great newspaper establishments of New York may be inferred from an apology which the Courier and Enquirer made a few days ago for the omission of over six hundred new advertisements crowded out by the unusual pressure of news.

What a contract with the conduct of the British in Washington, is the conduct of the Americans in Mexico! The former burned all our public buildings and archives. The latter are forbidden even to quarter in the public buildings of Mexico, or to touch a book, a record, a paper, or a piece of furniture, in them; and the order is obeyed to the letter.

A special session of the Legislature of Wisconsin was called on the 8th inst., to take action on the subject of obtaining an early admission into the Union, as an independent State.

Mr. Davis expects to be away three weeks.

The London correspondent of the

## LE BILLET EXTERIEUR.

### Suite de la 1ère page.

pris à leur propre raisonnement. La force se démontre par des actes. Or, ces derniers jours apportent un démenti à la vanité germane. Les armées russes maltraitent furieusement les lignes austro-hongroises. Le front est rompu sur plusieurs points, le butin est immense, plus de 60000 prisonniers sont aux mains des troupes moscovites et les généraux de François-Joseph cherchent péniblement à se reformer loin de leurs positions antérieures. Du même coup, l'offensive du Trentin est enravée, arrêtée par les italiens, privée de ses réserves dirigées en toute hâte sur la Vôlynie et la Galicie, elle stationne et déjà flétrit sous les contre-attaques de nos amis.

Il est le désir de la population de l'Allemagne elle-même d'être atteinte par la défaite de la double monarchie.

Tous les fronts sont solidaires et le Kaiser ne peut, sans danger pour lui, se désintéresser du sort de l'Autriche, car, lorsque celle-ci serait hors de cause, c'est sur lui que retomberait, de tout son poids, la masse des soldats de l'Entente.

Si le Kaiser s'en afflige, son beau-frère doit également en éprouver quelque peine. Le roi Constantin avait pour l'Allemagne, sa culture et ses armées, une admiration sans faille; la victoire germanique était pour lui un axiome. Obligé de supporter la présence des français et des anglais venus à l'appel de son gouvernement, il a pris sa revanche en ouvrant ses forts aux bulgares. Il est inutile de revenir sur la situation spéciale de la France, de l'Angleterre et de la Russie en Grèce. Elle y ont consenti tous les sacrifices pour assurer l'intégrité territoriale de la France, la juste réparation du droit violé en 1871 pour l'Alsace-Lorraine, la totale restauration politique et économique de la Belgique et de la Serbie, enfin la certitude d'une paix durable.

La France et toutes les nations alliées sont unanimes à considérer que ce sont là les bases essentielles de la solution qui donnera au conflit la vaillance de leurs armes.

Reste à savoir quelles garanties très exactement seront indispensables pour que la paix à conclure prenne vraiment un caractère durable. Le moment n'est pas venu d'en discuter. Il faut ne pas perdre de vue que la France n'est pas seule en cause, que le pacte de Londres lie formellement les puissances de l'Entente, qu'à l'heure des négociations elles auront à se présenter en un bloc ferme, également résolues à sauvegarder leurs intérêts communs et leurs intérêts particuliers par la pleine affirmation de leur solidarité.

Le groupe socialiste unifié a exprimé le regret que le gouvernement de la République n'ait pas cru devoir opposer, en des paroles modérées et diplomatiques, la conception de la paix française à la conception de la paix allemande, formulée par M. de Bethmann-Hollwege, et il ajoute que c'est renforcer la prise du gouvernement de Berlin sur son propre peuple, et faciliter au chancelier allemand son affirmation mensongère que la guerre a pour volonté, à l'origine, et aura pour conséquence la destruction de la liberté politique de l'Allemagne ou l'assassinat de sa vie économique.

Il faut convenir que la question apparaît comme bien mal posée par le groupe socialiste.

En effet, les alliés n'attendent la paix que de leur effort militaire et c'eût été leur permettre de déposer leurs conditions. Dès lors, il n'y a plus intérêt à causer en quelque sorte, indirectement, de tribune à tribunal.

Les déclarations faites par des voix autorisées, à Paris et à Londres, envoient précisément pour objet de faire comprendre qu'aux yeux des alliés, une paix n'est possible avant que les buts essentiels de la guerre soient atteints.

Nul ne songera jamais à discuter avec l'Allemagne aussi longtemps que les troupes impériales occupent une partie quelconque des territoires des nations alliées.

Dans ces conditions, il est logique que le gouvernement français ait cru devoir ne pas

opposer sa conception de la paix française à la conception de la paix allemande.

Cependant, quelques jours auparavant, ce même roi avait proclamé

d'une plus grande Bavière (Eine grösere Bayern) qui serait la récompense de tous les sacrifices et de tout le sang versé.

On a vu là, la manifestation de l'idée

que tous expriment par le souverain de l'agrandissement de la Bavière du côté du Palatinat dont le Kaiser lui a souvent promis la possession après la victoire.

Toutes ces indications démontrent que le roi Louis de Bavière partage les illusions que la presse allemande essaie de maintenir dans tout l'Empire allemand.

### J. Bart Davis.

Mr. J. Bart Davis, the well known business man and promoter, left Friday night via the Illinois Central, for Detroit, Mich., Cincinnati, Ohio, Akron, Ohio, and other northern and southern cities. Mr. Davis goes East in the interest of his firm, the Mohawk Motor Corporation, with offices at suite 501 Hibernia Bank Building.

The purpose of this company is to build automobiles in New Orleans and Mr. Davis states that within the next few months they will be able to turn out their first cars.

Mr. Davis expects to be away three weeks.

The London correspondent of the

## LE BULLETIN DU JOUR.

### Suite de la 1ère page.

disait-il, en effet? Que la guerre ne finit que d'une seule manière: par l'évacuation des territoires occupés et l'exception par l'Allemagne de toutes les conditions de l'Entente. Il ajouta: "Pas de paix possible tant que le militarisme prussien a le dessus". Les Alliés restent convaincus qu'ils n'auront pas gagné la paix, la paix durable, la paix du lendemain, si l'on n'abord remporté la victoire. Le chemin de la paix passe par la victoire; voilà la vérité qu'ils regardent en face, véritablement. Toute autre route leur apparaît comme le sentier dérobé de la déchéance définitive, de l'asservissement et de la ruine.

A Paris, dans une des dernières séances de juin de la Chambre des Députés, le groupe socialiste, désireux de se signaler à l'attention du corps électoral, saisit l'occasion du vote d'un édit pour faire, sur cette question de la paix, une déclaration lue par un député du parti et dont il n'est pas superflu de dire quelques mots. La déclaration montre le parti uni, comme il s'intitule, tout entier prêt, comme il sont tous les bons citoyens, à consentir tous les sacrifices pour assurer l'intégrité territoriale de la France et toutes les nations alliées; la juste réparation du droit violé en 1871 pour l'Alsace-Lorraine, la totale restauration politique et économique de la Belgique et de la Serbie, enfin la certitude d'une paix durable.

A Paris, dans une des dernières séances de juin de la Chambre des Députés, le groupe socialiste, désireux de se signaler à l'attention du corps électoral, saisit l'occasion du vote d'un édit pour faire, sur cette question de la paix, une déclaration lue par un député du parti et dont il n'est pas superflu de dire quelques mots. La déclaration montre le parti uni,

comme il s'intitule, tout entier prêt,

comme il sont tous les bons citoyens,

à consentir tous les sacrifices pour

assurer l'intégrité territoriale de la

France et toutes les nations alliées;

la juste réparation du droit violé en

1871 pour l'Alsace-Lorraine, la

totale restauration politique et

économique de la Belgique et de la

Serbie, enfin la certitude d'une

paix durable.

Reste à savoir quelles garanties très

exactement seront indispensables pour

que la paix à conclure prenne vraiment

un caractère durable. Le moment n'est pas venu d'en discuter. Il faut ne pas perdre de vue que la France n'est pas seule en cause, que le pacte de Londres lie formellement les puissances de l'Entente, qu'à l'heure des négociations elles auront à se présenter en un bloc ferme, également résolues à sauvegarder leurs intérêts communs et leurs intérêts particuliers par la pleine affirmation de leur solidarité.

Le groupe socialiste unifié a exprimé le regret que le gouvernement de la République n'ait pas cru devoir opposer, en des paroles modérées et diplomatiques, la conception de la paix française à la conception de la paix allemande, formulée par M. de Bethmann-Hollwege, et il ajoute que c'est renforcer la prise du gouvernement de Berlin sur son propre peuple, et faciliter au chancelier allemand son affirmation mensongère que la guerre a pour volonté, à l'origine, et aura pour conséquence la destruction de la liberté politique de l'Allemagne ou l'assassinat de sa vie économique.

Il faut convenir que la question apparaît comme bien mal posée par le groupe socialiste.

En effet, les alliés n'attendent la paix que de leur effort militaire et c'eût été leur permettre de déposer leurs conditions. Dès lors, il n'y a plus intérêt à causer en quelque sorte,

indirectement, de tribune à tribunal.

Les déclarations faites par des voix autorisées, à Paris et à Londres, envoient précisément pour objet de faire comprendre qu'aux yeux des alliés, une paix n'est possible avant que les buts essentiels de la guerre soient atteints.

Nul ne songera jamais à discuter avec l'Allemagne aussi longtemps que les troupes impériales occupent une partie quelconque des territoires des nations alliées.

Dans ces conditions, il est logique que le gouvernement français ait cru devoir ne pas

opposer sa conception de la paix française à la conception de la paix allemande.

Cependant, quelques jours auparavant, ce même roi avait proclamé

d'une plus grande Bavière (Eine grösere Bayern) qui serait la récompense de tous les sacrifices et de tout le sang versé.

On a vu là, la manifestation de l'idée

que tous expriment par le souverain de l'agrandissement de la Bavière du côté du Palatinat dont le Kaiser lui a souvent promis la possession après la victoire.

Toutes ces indications démontrent que le roi Louis de Bavière partage les illusions que la presse allemande essaie de maintenir dans tout l'Empire allemand.